

Informations Rapides



30 mars 2012 - n° 82 **CONJONCTURE**
Principaux indicateurs

Comptes nationaux des administrations publiques - Année 2011 (premiers résultats)

**En 2011, le déficit s'élève à 5,2 % du PIB,
la dette notifiée à 85,8 % du PIB**

Avertissement : chaque année, l'INSEE publie une première évaluation des comptes nationaux des administrations publiques sur l'année écoulée, correspondant à celle réalisée pour la notification à la Commission européenne des ratios de dette et de déficit publics. Les données sont susceptibles d'être modifiées à l'occasion de la publication, le 15 mai 2012, du compte de la Nation provisoire 2011.

Le solde public notifié pour 2011 s'établit à -103,1 milliards d'euros, soit -5,2 % du PIB, contre -7,1 % du PIB en 2010. Cette amélioration en part de PIB provient à la fois du dynamisme des recettes, qui passent de 49,5 % à 50,7 % du PIB, et de la modération des dépenses, qui passent de 56,6 % à 55,9 % du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires augmente de 1,3 point en 2011 à 43,8 % du PIB, sous l'effet de la hausse des impôts (+7,8 %).

Ratios de finances publiques

(Taux en % de PIB)

	2008	2009	2010	2011
Déficit public notifié	-3,3	-7,5	-7,1	-5,2
Dette publique notifiée	68,2	79,2	82,3	85,8
Dette publique nette*	62,3	72	76,1	78,6
Recettes publiques	49,9	49,2	49,5	50,7
Dépenses publiques	53,3	56,8	56,6	55,9
Prélèvements obligatoires	43,2	42,1	42,5	43,8

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

* La dette publique nette est égale à la dette publique notifiée moins les dépôts, les crédits et les titres de créance négociables détenus par les administrations publiques sur les autres secteurs.

Les dépenses continuent de décélérer : elles ne croissent que de 2,1 %, soit un rythme plus faible que l'évolution du PIB en valeur, après +2,3 % en 2010.

Les dépenses de fonctionnement ralentissent particulièrement : les rémunérations progressent de seulement +1,6 % après +2,1 % en 2010, et les consommations intermédiaires diminuent de 1,5 % en raison de très faibles livraisons de matériels militaires en 2011 : hors cet effet, les consommations intermédiaires augmenteraient de 2,2 %.

Les intérêts versés croissent de 9,5 % en raison de l'augmentation de la dette et de la hausse de l'inflation, qui accroît la rémunération des obligations publiques indexées sur l'inflation. Les prestations sociales restent sur la même dynamique qu'en 2010 : +3,1 % après +3,2 %. Les autres transferts et subventions sont en

baisse (-0,8 %), en raison notamment de la non-reconstruction des aides à l'emploi exceptionnelles accordées lors du plan de relance. Enfin, l'investissement public s'inscrit en hausse modérée (+1,6 %) après une baisse marquée en 2010 (-8,0 %).

Dépenses et recettes des administrations publiques

(en Mds€)

	2010	2011	11/10 (%)
Dépenses de fonctionnement **	377,2	380,1	0,7
dont conso. Intermédiaires **	108,3	106,7	-1,5
dont rémunérations	259,4	263,7	1,6
Intérêts **	50,7	55,5	9,5
Prestations sociales	495,6	511,2	3,1
Autres transferts et subventions	109,7	108,8	-0,8
Acquisition nette d'actifs non financiers	62,4	63	0,9
dont investissement	60,4	61,4	1,6
	1	1	
Total des dépenses	095,60	118,50	2,1
Ventes et autres recettes	71	72,9	2,6
Revenus de la propriété	15	15,9	6,5
Impôts	496,2	534,7	7,8
dont impôts sur les produits et la production	288,4	305,1	5,8
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	204,7	225,2	10
Cotisations sociales effectives	323,4	336,7	4,1
Autres recettes*	52,7	54,6	3,6
	1	1	
Total des recettes	958,3	014,80	5,9
Besoin de financement	-137,4	-103,6	
Gains (+) Pertes (-) sur Swap	0,4	0,6	
Déficit notifié	-137	-103,1	

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

N. B. : le déficit public notifié se distingue du besoin de financement par la prise en compte des flux d'intérêts liés à des opérations de swaps effectuées par les administrations publiques (0,6 milliard d'euros en 2011).

* Y compris cotisations sociales imputées.

** Hors correction au titre des services financiers indirectement mesurés (SIFIM).

Les recettes continuent d'accélérer : elles augmentent de +5,9 %, après +3,3 % en 2010. Les impôts sur le revenu et le patrimoine augmentent notamment de +10,0 % : la progression des recettes fiscales provient aussi bien de l'impôt sur les sociétés (+8,7 Md€) que de la contribution sociale généralisée (+5,2 Md€, en

raison de la mise en place de la taxation au fil de l'eau des revenus d'assurance-vie notamment) et de l'impôt sur le revenu (+3,6 Md€). De même, les impôts sur les produits et la production sont en hausse de 5,8 %, soutenus par des mesures nouvelles (hausse de la taxe sur les contrats d'assurance, suppression de la TVA réduite sur les offres « tripleplay » notamment). Les cotisations sociales accélèrent (+4,1 % après +2,0 %), en lien avec la reprise de la masse salariale et l'annualisation des allègements généraux de cotisations sociales.

Capacités ou besoins de financement par sous-secteurs

(en % de PIB)

	2008	2009	2010	2011
État (*)	-63,6	-117,1	121,8	-87,5
Organismes divers d'administration centrale (*)	-5,1	-4,6	9,1	-2,7
Adm. publiques locales	-9,4	-5,9	-1,4	-0,9
Adm. de Sécurité sociale	13,5	-15	-23,3	-12,5

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

La dette au sens de Maastricht augmente de 3,5 points de PIB

La dette publique notifiée s'élève fin 2011 à 1 717,3 Md€. Elle s'est accrue de +122,1 Md€ après +101,7 Md€ fin 2010. Elle correspond à la dette brute consolidée en valeur nominale du secteur des administrations publiques. Elle atteint 85,8 % du PIB fin 2011, après 82,3 % fin 2010. La progression de la dette publique nette est moindre : elle s'établit à 78,6 % du PIB, après 76,1 % en 2010.

La contribution de l'État à la dette publique a progressé de 90,3 Md€, une variation un peu plus importante que

son besoin de financement. La différence résulte d'une augmentation de sa trésorerie (+5,9 Md€) ainsi que des prêts accordés aux pays en difficulté de la zone Euro (+10,4 Md€). À l'inverse, l'État bénéficie du remboursement d'une partie des prêts accordés au secteur automobile (4,0 Md€).

La dette des organismes divers d'administration centrale s'établit à 10,4 Md€ fin 2011, en diminution de 3,7 Md€, en raison du désendettement de la Société de Prise de Participation de l'État (SPPE ; -3,5 Md€), permis par le remboursement de ses prises de participations dans les banques.

La contribution des administrations publiques locales à la dette atteint 166,3 Md€ fin 2011 contre 161,1 Md€ fin 2010, une hausse en lien avec leur besoin de financement (+0,9 Md€) et l'augmentation de leurs dépôts (+3,5 Md€).

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique augmente de +30,4 Md€ pour s'établir à 205,4 Md€ fin 2011. La variation de la dette, plus importante que celle du déficit, résulte notamment de l'augmentation de la trésorerie des caisses de sécurité sociale (+12 Md€).

La dette notifiée (Maastricht) et la dette nette

En milliards d'euros

	Dette notifiée		Dette nette	
	2010	2011	2010	2011
Ensemble	1595,2	1717,3	1 473,8	1 572,9
dont :				
État	1245	1335,2	1 193,9	1 271,2
Organismes divers d'administration centrale	14,1	10,4	-0,2	-1,7
Adm. publiques locales	161,1	166,3	151,8	156,6
Adm. de Sécurité sociale	175	205,4	128,3	146,8

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

Pour en savoir plus :

Remarques :

- À la suite de la décision d'Eurostat du 9 mars 2006, les dépenses militaires de l'État sont comptabilisées depuis 2005 au moment de la livraison des matériels. La correction des dépenses militaires à ce titre a conduit à réduire de 0,1 point de PIB par an le déficit public sur toute la période 2005-2009. En 2010, cette correction s'est inversée du fait de livraisons de matériels militaires plus importantes que les paiements, dégradant le déficit de 0,1 point de PIB. En 2011 la correction a à nouveau pour effet de réduire le déficit public de 0,1 point de PIB.

- Un document complémentaire est disponible à l'adresse suivante : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind37/20120330/APU_version_longue.pdf
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G1310](#), [G1374](#), [G1377](#), [G1378](#)

Prochaine publication : 29 mars 2013